



Appel des Organisations CGT du Ministère de la Justice
TOUTES ET TOUS MOBILISE-E-S ET DANS LA RUE
LE 12 SEPTEMBRE 2017 !

Les annonces gouvernementales se succèdent et confirment les craintes de régressions sociales très importantes envers l'ensemble des salarié-e-s du privé comme du public, les retraité-e-s et plus largement les citoyens.

Nous, personnels du Ministère de la Justice sommes pleinement concernés et dénonçons ce choix de société intensifiant les inégalités sociales et réduisant la protection des plus faibles, au bénéfice des plus riches.

La casse du code du travail par ordonnances, en dehors de tout débat démocratique serein, est bel et bien en marche : fin de la protection des licenciements, suppression des CHSCT, code du travail à la carte dans chaque entreprise...

La logique est simple : faire toujours plus de « cadeaux » au patronat et réduire les droits des salarié-e-s. Logique qui repose sur une idée fautive à savoir que les garanties collectives seraient des freins à l'emploi et au développement économique.

Ces attaques de nos conquêtes sociales se traduiront très concrètement par une plus grande précarité et une insécurité professionnelle : elles toucheront nos familles, nos amis, mais aussi les usagers du service public. Elles auront ainsi des répercussions sur nos conditions de vie hors et au travail.

Elles ne manqueront pas de se transposer dans la **Fonction Publique**, à l'image des annonces impactant le pouvoir d'achat des fonctionnaires, qui alimentent l'idée que nous serions des privilégiés.

En effet, pour les fonctionnaires, les premières mesures sont décrites comme des sacrifices soi-disant nécessaires et égalitaires : le retour du gel du point d'indice pour 2017 et 2018 et du jour de carence le 1er janvier 2018, la hausse de la CSG, la limitation des promotions ... Les menaces sur le statut général des fonctionnaires, les retraites, les 35 heures... sont aussi bien réelles.

La politique d'austérité qui s'intensifie menace toujours plus le service public qui est pourtant notre bien commun garantissant l'égalité de traitement entre les citoyens.

La Justice dont le budget est toujours indigne d'une démocratie comme la nôtre ne sera pas épargné par ces réductions drastiques.

Les choix d'extension du parc carcéral, course sans fin ne feront que ponctionner encore plus les moyens de la Justice et de l'Etat. Alors qu'une politique pénale ambitieuse faisant de la prison l'exception serait LA solution pour favoriser la réinsertion et lutter contre la surpopulation pénale !

Nous, personnels du Ministère de la Justice, voyons nos conditions de travail de plus en plus dégradées et sommes de plus en plus démunis dans nos prises en charge et **nos missions pour des publics de plus en plus précarisés qui sont en première ligne** : baisse des aides aux logements, suppression de contrats aidés, précarisation, politiques publiques défaillantes.

Exerçant dans les tribunaux, les conseils de prud'hommes, les prisons, les services de la protection judiciaire de la jeunesse, les services pénitentiaires d'insertion et de probation nous sommes aussi les témoins des dégâts que produisent ces politiques régressives et savons que la loi travail XXL sera dévastatrice !

**NOS ORGANISATIONS CGT AU SEIN DU MINISTERE DE LA JUSTICE
APPELLENT L'ENSEMBLE DES AGENTS A REJOINDRE
LA JOURNEE DE MOBILISATION DU 12 SEPTEMBRE 2017
POUR LE PROGRES SOCIAL, LES GARANTIES COLLECTIVES
ET LA FONCTION PUBLIQUE !**

Montreuil, le 4 septembre 2017

